

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le **19 JAN. 2018**

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er octobre 1988 modifié régissant le fonctionnement des activités de la société PURMET (ancien exploitant) dans son établissement situé 120, avenue Jean Jaurès à OULLINS ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 7 décembre 2017 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 7 décembre 2017 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que les visites des 10 décembre 2012 et 6 décembre 2017 ont permis à l'inspection des installations classées de constater que la société PURFER :

- n'a pas effectué de déclaration de changement d'exploitant conformément à l'article R 516-68 du code de l'environnement,
- n'a pas réalisé de traitement des "points chauds" de pollution ST3 et ST6 constatés lors des analyses de sols effectuées préalablement,
- n'a pas porté à la connaissance du préfet les modifications effectuées à ses installations conformément à l'article R 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il convient que l'exploitant régularise sa situation afin d'actualiser le tableau de classement et les prescriptions applicables au site d'OULLINS ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

.../...

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société PURFER, 120, avenue Jean Jaurès à OULLINS, est mise en demeure **sous un mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- de déclarer le changement d'exploitant des installations classées sur le site d'OULLINS, conformément à l'article R 512-68 du code de l'environnement,
- de traiter les "points chauds" de pollution constatés au niveau des sondages ST3 et ST6 conformément au second alinéa de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 12 avril 2013,
- de signaler toutes les modifications notables apportées aux activités, installations, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre par un porter à connaissance au préfet avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R 181-46-II du code de l'environnement ;

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire d'OULLINS,
- à l'exploitant.

Lyon, le **19 JAN. 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet,

La Sous-Préfète chargée de mission
Secrétaire Générale Adjointe

Amel HAFID